

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
les services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA unité interdépartementale Vaucluse Arles
84905 Avignon Cedex 9

Avignon, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OMYA

BP N° 10
13660 Orgon

Références : D-0136-2026
Code AIOT : 0006401380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement OMYA implanté BP N° 10 Perrière Est 13660 Orgon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA
- BP N° 10 Perrière Est 13660 Orgon
- Code AIOT : 0006401380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OMYA exploite une carrière aux lieux-dits "Perrière Est, Montplaisant, Les Défens,

Beaurecueil" sur la commune de la commune d'Orgon. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE et de l'enregistrement au titre des rubriques 2515 et 2517. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 août 2014, modifié par les arrêtés complémentaires du 16 juin 2020 et du 2 avril 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 jour
9	clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 1.5.2	/	Demande d'action corrective	7 jours
10	déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Modalités d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	/	Sans objet
5	GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 5.3.6	/	Sans objet
6	NIVEAU DES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 3.1.7	/	Sans objet
7	PROTECTION	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE	du 11/08/2014, article 5.1.2		
8	AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 10.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté trois non-conformités au cours de cette visite, relatives à la maîtrise des émissions de poussières, à la déclaration GEREP et aux clôtures. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation «, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. ».</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

Constat le 06/07/2023 : Par courrier du 28/01/2022, l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets d'extractions (version 1 du 16/01/2022). Ce plan liste 3 catégories de déchets d'extraction :

- la terre végétale issue des opérations de découverte ;
- les argiles et calcaires altérés issus des opérations de découverte ;
- les déchets de carbonates non traités issus de l'usine.

L'exploitant précise que les déchets de carbonates non traités issus de l'usine sont de deux natures :

- les poudres issues des activités de nettoyage des ateliers, dont la taille varie de 2 à 20 microns ;
- les déchets de décantation secs issus des bassins pluviaux.

L'inspection relève que la quantité de 300m³ de déchets de carbonates issus de l'usine, mentionnée comme produite au cours de la durée de l'autorisation (page 4/8), ne semble pas cohérente avec les données reprises page 6/8 du même document (10 000m³)

Par ailleurs, l'inspection a noté au cours de la visite sur site que les déchets pulvérulents stockés en casier en bas de la zone de Montplaisant semblent difficiles à stabiliser par arrosage. Seul le recouvrement par des matériaux de granulométrie plus importante semble permettre de confiner ces déchets.

=> l'exploitant doit, sous 2 mois, mettre à jour son PGD afin de :

- corriger au niveau des tonnages de déchets de carbonates produits sur la durée de l'autorisation ;
- spécifier les tonnages des déchets pulvérulents issus de l'usine et les déchets issus des bassins ;
- préciser les codes déchets pour chaque catégorie de déchets d'extraction ;

- compléter le PGD en précisant les mesures prises pour limiter les effets sur l'environnement liés à ces déchets issus de l'usine (notamment, mesures pour limiter les envols de poussière pour les fines stockées en casier et mesures pour éviter le risque de contamination par HC pour les boues de décantation). Le positionnement d'une station supplémentaire de mesure des retombées de poussières pourra être envisagée afin de quantifier plus précisément les retombées à proximité du casier de stockage.

Constat le 30/03/2026 : par courrier du 28 août 2023, l'exploitant a transmis une mise à jour de son PGDE version 2 du 9 août 2023, intégrant les compléments demandés au terme de la dernière inspection.

Le jour de l'inspection, le carreau de la zone Montplaisant est ennoyé, en raison des fortes précipitations survenues depuis le début de l'année. Le casier de stockage des déchets pulvérulents issus de l'usine n'étant plus accessible, l'exploitant a mis en place un casier provisoire au niveau de la zone du Défends. Il précise que ce casier sera supprimé dès que le carreau de la zone de Montplaisant sera redevenu accessible. L'inspection relève que la zone du casier provisoire ne dispose pas de moyens de lutte contre les envols de poussières diffuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à la société Omya :

- dès réception du présent rapport, de mettre en place un moyen d'abattage des poussières au niveau du casier provisoire (système d'aspersion fixe ou arrosage mobile régulier, comme effectué le jour de la visite) ;
- de supprimer ce casier provisoire, dès que le carreau de la zone Montplaisant sera redevenu accessible. L'inspection des installations classées sera tenue informée de l'achèvement de ses opérations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6.

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2023

Prescription contrôlée :

Le plan de surveillance comprend :- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Constats :

Constat le 06/07/2023 : l'inspection note que la rose des vents et les relevés effectués lors des 4 campagnes de 2022 montrent que des vents provenant du sud / sud est sont régulièrement observés sur la carrière. Par ailleurs, les premières habitations sont situées à moins de 1500m au nord du site.

=> l'exploitant doit, sous 2 mois, mettre à jour son plan de surveillance des retombées de poussières en :

- insérant une carte faisant apparaître les premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) et les premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation autour de l'ensemble du site,
- ajoutant une station de type b au nord de la carrière, afin d'évaluer les retombées par vent du sud / sud est.

Cette nouvelle jauge sera intégrée dans la prochaine campagne de mesure, suivant la mise à jour du plan de surveillance.

Constat le 30/03/2026 : par courrier du 29 septembre 2023, l'exploitant a transmis une mise à jour de son plan de surveillance des retombées de poussières, en date du 20 septembre 2023. Ce document intègre les éléments demandés au terme de la dernière inspection.

L'exploitant présente en séance le rapport du 19/11/2025, relatif au suivi des poussières effectué au cours de l'année 2025 sur les 5 jauges du site. La jauge n°5 de type b respecte le seuil de 350 mg/m²/j (valeur maximale de 187 mg/m²/j mesurée en juillet 2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

Thème(s) : Risques accidentels, Modalités d'extraction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/12/2023

Prescription contrôlée :

[...] Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Constat le 06/07/2023 : l'inspection a constaté la présence d'un front en partie supérieure de la zone du Défends, à proximité du belvédère, dont la hauteur est supérieure à 15 mètres (hauteur d'environ 17m d'après les données mentionnées sur le plan du 03/10/2022) et présentant un surplomb. L'exploitant a indiqué que ce front doit être extrait à l'automne 2023.

=> l'exploitant doit, sous 4 mois, rectifier le front afin que sa hauteur soit inférieure à 15m et qu'il ne présente plus de surplomb. Dans l'attente, l'accès au pied et à la tête de la zone en surplomb doit être interdit par tout moyen adapté.

Constat le 30/03/2026 : par courrier du 17 novembre 2023, l'exploitant a transmis une photographie des fronts rectifiés.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans d'exploitation datés du 09/01/2026, produits sur la base d'un relevé le 28/10/2025. Ces documents ne font pas apparaître de fronts supérieurs à 15 mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de

<p>traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite de la zone « atelier » a confirmé la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une rétention au niveau des cuves de gazoil et d'une aire étanche associée, utilisée pour le ravitaillement des engins ; • d'une aire étanche pour le lavage des engins ; • d'un séparateur à hydrocarbures.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 5.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gestion des eaux internes à l'établissement Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Eaux de lavage de l'atelier entretien des véhicules : Les eaux récupérées sur l'aire de lavage des véhicules sont traitées par un décanteur-séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Les eaux rejetées sont analysées une fois par an.</p> <p>Eaux pluviales de la zone atelier et d'entretien des véhicules (susceptibles d'être polluées) : Elles sont collectées, traitées sur un décanteur et séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetées via un ouvrage d'infiltration correctement dimensionné et envoyées dans le milieu naturel. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux mentionne la connexion au séparateur à hydrocarbures des aires étanches, situées au niveau de la zone de ravitaillement et de la zone de lavage des engins. L'exploitant présente en séance le dernier rapport d'analyse des eaux du séparateur (rapport n°25654234/7/1/1 du 19/06/2025 - analyses conformes), ainsi que les deux derniers bordereaux de suivi des déchets, liés au curage du séparateur (BSD-20240424-W5B43MZGK et BSD-20251031-AW8PY93TT).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : NIVEAU DES EAUX SOUTERRAINES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 3.1.7</p>

Thème(s) : Risques chroniques, NIVEAU DES EAUX SOUTERRAINES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi du niveau des eaux souterraines côté Défends et côté Montplaisant. À cet effet, un piézomètre est installé sur chaque secteur et le niveau piézométrique relevé tous les trimestres, dont un relevé en période de basse eau et un autre en période de hautes eaux.</p> <p>Les résultats sont transmis à la DREAL (Service Biodiversité) et tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées. Ils sont repris dans le rapport d'activité prévu au point 10.4,1 ci-après et explicités lors de la réunion du Comité de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater la présence des deux piézomètres, sur les secteurs Montplaisant et Defends. L'exploitant présente les relevés mensuels, effectués sur les deux ouvrages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Critères d'implantation et protection des piézomètres</p> <p>L'ouvrage ne doit pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (cuves de stockage...). Des mesures particulières doivent être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel. Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.</p> <p>Réalisation et équipement des piézomètres</p> <p>La cimentation annulaire est obligatoire, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Les tubages sont en PVC ou tous autres matériaux équivalents. La protection de la tête du forage comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage.</p> <p>Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage</p> <p>L'abandon de l'ouvrage est signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement. Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les dossiers de réalisation des deux piézomètres en 2005 et 2015, sur les secteurs Montplaisant et Defends, ainsi que le rapport du 17 novembre 2005 lié au rebouchage de l'ancien piézomètre sur la zone du Défends.</p> <p>La visite terrain a permis de confirmer la réalisation de la dalle de protection et la présence d'un</p>

capot de fermeture ; ainsi que l'implantation à plus de 35 mètres de toute cuve de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 10.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures périodiques Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p> <p>Constats :</p> <p>La société Omya a présenté le rapport Dekra n°E5830618/2401, relatif aux mesures des niveaux sonores effectuées le 17 mars 2025. Les sources de bruit identifiées dans le rapport le jour de la campagne sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installation HORUS (broyage et concassage) ; - chute des graves au chargement dumper et à la verse ; - circulation des dumpers ; - un tir de mine à 10h30. <p>Le rapport précise que la zone exploitée lors des mesures était la zone « Le Défends », la plus à l'ouest du site. Aucune opération de rabotage n'a eu lieu lors de cette campagne.</p> <p>Les résultats sont conformes aux 7 points de mesures (3 points en zones à émergence réglementée et 4 points en limite de site, cf annexe).</p> <p>L'exploitant présente également le rapport de la campagne précédente en septembre 2021 (rapport Dekra lié aux mesures du 16/09/2021 - mesures conformes). Il indique que la périodicité de 3 ans n'a pas été respectée en raison des conditions météorologiques fin 2024, qui ont conduit au report des mesures début 2025.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article 1.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, clôture et barrières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone en exploitation et des installations.</p> <p>Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses,...) ne sont pas</p>

<p>concernées par cette prescription. Cette clôture peut être constituée de deux fils. Dans ce cas, elle est jalonnée tous les 50 mètres environ de panneaux signalant le danger et interdisant l'accès au site.</p> <p>L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que le grillage à proximité du portail, situé près du piézomètre de la zone de Montplaisant, était endommagé.</p> <p>En salle, l'exploitant présente le registre de suivi mensuel des clôtures, mentionnant les réparations effectuées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 semaine, effectuer les réparations de la clôture à proximité du portail de la zone Montplaisant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 10 : déclaration GERE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Autre, déclaration GERE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>La déclaration GERE pour l'exercice 2025 ne comporte pas les quantités de déchets dangereux produits au niveau de l'atelier (exemple : 3.22 tonnes de déchets dangereux 13 05 07* issus du curage du séparateur à hydrocarbures, objets du bordereau BSD-20251031-AW8PY93TT).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 15 jours, corriger sa déclaration GEREP pour l'exercice 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours